

Chers camarades,

Depuis le 11 septembre 2001, de très nombreux Etats de par le monde et plus particulièrement en Europe ont adopté une nouvelle législation anti-terroriste. Dans l'Etat français, l'Etat espagnol, la Belgique et l'Allemagne de très nombreuses lois ont été votées pour prétendument lutter contre le terrorisme. En réalité, il s'agit de museler toute opposition, faire taire et enterrer sous des années de prison les militants politiques et syndicaux et, au passage, contrôler tous les jours un peu plus les prolétaires et les pauvres. La Turquie, elle, connaît depuis bien plus longtemps une situation comparable, à une échelle importante. Elle n'a pas attendu le 11 septembre ou les lois anti-terroristes actuelles pour restreindre ou supprimer les droits de l'Homme et la démocratie dans le pays. Depuis sa création en 1923, elle a eu comme régime la dictature de la petite bourgeoisie kémaliste et fasciste, ce jusqu'à maintenant.

Etant un pays géo-politiquement et stratégiquement bien situé, entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Surtout, être la voie du passage, de la richesse pétrolière et gazifière, qui est convoitée pour les intérêts économiques et politiques des Etats-Unis et de l'Union Européenne, grâce aux marionnettes de l'Etat turc. Comme vous le savez toutes et tous, un pays économiquement lié est un pays qui n'est pas indépendant et libre dans ses choix et décisions. C'est pour cela que nous considérons la Turquie comme néo-colonisée.

Après la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire pendant la Guerre Froide, le pays s'est trouvé en première ligne, avec un million de soldats, soi-disant contre « l'invasion communiste », qui n'a fait qu'augmenter l'importance et la dépendance du pays, qui l'a amené à être « le 51ème Etat d'Amérique ».

Avec près de 150 bases de l'OTAN et des Etats-Unis, dont la plus importante est la base d'Incirlik (qui a été utilisée bien des fois), on voit très bien, effectivement, qu'elle a été envahie, et ce sans aucun contrôle, ce qui ne donne aucun droit d'opinion aux dirigeants turcs. Le pays a l'obligation de subvenir aux besoins de ces bases et de les sécuriser de l'extérieur. Les soldats de ces bases ne peuvent être poursuivis pour les délits commis (comme pour le TPI) sur le « sol turc ». Bien sûr, ils en ont commis de belles.

Dans le passé, ces bases ont été utilisées pour bombarder le Liban, la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan etc... et aujourd'hui, on se prépare à les réutiliser encore une fois, contre l'Irak. Les pertes de la Turquie se chiffrent à plus de 38 milliards de dollars, après la Guerre du Golfe, comme rien n'a été fait, après les promesses des Etats-Unis de rembourser ces pertes. Et à cause de l'opposition du peuple turc à une deuxième guerre avec ses voisins et surtout à cause des élections du 3 novembre 2002 qui s'annoncent catastrophiques pour le parti du Premier Ministre Bülent Ecevit, aujourd'hui ils crient haut et fort qu'ils sont contre la guerre en Irak.

Bien sûr, la réalité est différente. Les dirigeants turcs se frottent les mains car pour l'aide apportée aux Etats-Unis ils ont l'espoir de récupérer les champs pétrolifères de Kirkuk et de Moussul qui étaient convoités depuis les accords de Lausanne (1922). Mais les dirigeants kurdes d'Irak ont déclaré qu'ils défendront leur territoire contre toute invasion étrangère, c'est-à-dire turque. La réalisation du rêve du vieux national-social(iste) démocrate B. Ecevit et de ses dirigeants s'annonce difficile à réaliser. Au contraire du pouvoir, le peuple turc est anti-impérialiste et anti-fasciste. Dans un pays qui est économiquement et politiquement ruiné, il est logique de voir le peuple s'opposer à la guerre. Ne pensons pas que le fascisme vient d'en bas. Comme vous le savez, il vient d'en haut, imposé par les généraux à la botte des Etats-Unis et de l'Oligarchie. C'est un type de fascisme colonisateur. Tous les généraux, sans exception, sont formés aux Etats-Unis. Quand on voit leurs pratiques, on devine pourquoi ! Exécutions sommaires, disparitions, massacres de masse, décapitation et déportation, destruction de villages, viols, collections d'oreilles des martyrs, etc...

Pour avoir une Turquie soumise à 100%, il y a toujours eu une répression farouche de l'Etat, soutenue par l'Union Européenne et les Etats-Unis. En parallèle, avec des hauts et des bas, la résistance s'est faite aussi. Il y a eu trois coups d'Etat et un gros coup de gueule de

l'Armée le 28 février 1997 pour destituer le gouvernement du Premier Ministre islamiste N. Erbakan.

Le premier est fait le 27 mai 1960, le 12 mars 1971 et enfin le troisième le 12 septembre 1980. Le premier a été fait par des généraux kémalistes qui voyaient l'Oligarchie prendre le pouvoir. Ils ont mis en place une nouvelle Constitution (1961) qui a donné une ère de « démocratie », permettant à 15 « communistes » d'entrer au Parlement.

Le deuxième a été fait parce qu'on trouvait que « ce vêtement » (la Constitution) était trop large et qu'elle ne convenait pas aux peuples de Turquie. Alors grâce aux généraux, l'Oligarchie s'installa au pouvoir.

Quant au troisième, c'était « pour mettre hors jeux les révolutionnaires qui risquaient de prendre le pouvoir », alors qu'en réalité l'intention était surtout de mettre en place les décisions économiques du FMI du 24 janvier 1980. Le Premier Ministre de l'époque annonçait la couleur en disant « même si ces décisions sont considérées comme fascistes, je les appliquerai quand même ».

A cause de la résistance, il n'a pas pu et c'est le coup d'état militaire qui devra s'en charger et le réaliser. La fascisation des structures d'Etat qui n'étaient pas arrivées à terme dans le deuxième devaient s'achever avec celui-ci. En mettant en place une nouvelle Constitution (82), « approuvée » par un référendum à plus de 90% qui ressemblait comme une goûte d'eau, à celle des années mussoliniennes. Comme ça les intérêts des pays « champions de la démocratie » et des « droits de l'Homme » étaient protégés, comme ils étaient protégés de temps de Mobutu au Zaïre (R.D.C.) ou comme aujourd'hui au Pakistan, en Israël, Algérie et en Turquie.

Elle est toujours valable de nos jours. Mais l'Union Européenne se fout de nous en nous disant qu'il y a des progrès démocratiques, parce que, soi-disant, on aurait « supprimé la peine de mort » et autorisé la langue kurde. Depuis 1984, elle n'était plus appliquée, mais ce n'est pas pour autant qu'on ne mourrait pas, car on se permettait de tuer impunément des milliers d'opposants (aujourd'hui cela continue encore) et les dirigeants d'Etat demandaient qu'on ne « refroidissent pas les mains de ces messieurs », formés pour tuer.

Quant à la langue kurde, on continue à pénaliser les étudiants et les personnes qui réclament l'étude de leur langue d'origine. Interdire les noms donnés en kurde aux nouveaux nés ou encore interdire aux personnalités et politiques kurdes de se présenter aux élections du 3 novembre ; oui, il y a un progrès, mais pas dans le même sens.

Il suffit de regarder de quelle manière est dirigé le pays. Les lignes de la politique à suivre sont décidées par le Comité de Sûreté de l'Etat (MGK) qui est composé du chef de l'Etat, de membres du gouvernement et de généraux. Les décisions prises sont « conseillées » au Parlement qui est là juste pour les ratifier. Aucune décision ne peut être prise sans l'accord de l'Armée.

Pour les révolutionnaires et opposants, il y a la Cour de Sûreté d'Etat (DGM) qui poursuit et réprime avec des peines très lourdes. Noter que ce n'est pas le cas pour tout le monde puisque l'on ne trouve pas les politiciens, fonctionnaires ou entrepreneurs corrompus en prison.

Pour les révolutionnaires, les peines continuent à pleuvoir. En ce moment, il y a près de 60000 détenus ou condamnés, dont plus de 2000 femmes et plus de 8000 prisonniers politiques. Pour les enfermer, on a créé 17 sortes de prisons, dont celle de « type F » (cellules d'isolement). La 18ème est en route et c'est du type L. Bientôt, les lettres de l'alphabet ne suffiront plus pour les nommer. Type A, A1, A2, A3, B, C, E, K1, K2, type spéciale, type spéciale pour 350 personnes, types spéciale pour 500 personnes, prison de type ouverte, prison pour femmes et enfants, prison pour enfants, centres fermés pour enfants, prison du type F (cellulaires), et la dernière prison du type L.

Pour les étudiants qui étaient très politisés et qu'il fallait dépolitiser et formater, on a créé l'organisme « Comité d'Etudes Supérieures » (YOK) qui a tout pouvoir de décision et répression contre eux. Sur à peu près 17 millions de personnes scolarisées que compte le pays, seule une minorité a les moyens de faire des études supérieures, ce qui ne leur

promet pas de trouver du travail à la fin de leurs études. On compte beaucoup de bacheliers sans emploi à cause de la crise économique et politique. On estime à 7 millions les personnes sans emploi avec une couverture sociale nulle ou quasiment nulle. Comme si cela ne suffisait pas, à l'inscription des universités, on demande aux familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté de payer des taxes ou « aides » faramineuses de toutes sortes pour dire « pas d'argent, pas d'études ». Ne parlons pas des frais de matériel dont le prix augmente de 30% d'un coup grâce à YOK et à la crise.

Cette crise qui a fait qu'aujourd'hui nous avons une dette intérieure et extérieure qui s'échelonne aux alentours de 220 milliards de dollars. Les intérêts de cette dette ont largement dépassé les impôts récoltés : en 1980, 7,7% des impôts partent au paiement de la dette, en 1990 36,4% et 133% en 2001.

Le pays est devenu ingérable et les crises à rebondissements, quotidiennes, sont perpétuelles. A tel point que s'il n'y avait pas chaque jour une augmentation des prix, un changement de gouvernement ou de Premier Ministre, on s'étonnerait presque. A part la coalition actuelle qui se compose de la « sociale démocratie nationaliste » (DSP) du Premier Ministre, de l'extrême droite « nationaliste » (MHP fasciste) qui est connue ici sous le nom des « loups gris » et le parti de la droite libérale (ANAP). Ils sont au pouvoir depuis presque 3 ans. En 15 ans, nous avons vu défiler une dizaine de Premiers Ministres et de gouvernements. Tout ce beau monde, bien sûr, était aux ordres des militaires et du syndicat patronal (TUSIAD) qui oeuvraient aux intérêts communs de l'« Empire américain », faisant et refaisant les gouvernements à sa guise selon la situation et la conjoncture du moment. Presque tous les Présidents de ce pays si « démocratique » ont été mis en place aussi par ce trio. A part les 3 derniers, considérés comme des « civils », tous les autres sont d'origine militaire. Mustafa Kemal ATATURK (1923-1938), Ismet INONU (1938-1950), Celal BAYAR (1950-1960), Cemal GURSEL (1960-1966), Cevdet SUNAY (1966-1973), Fahri KORUTURK (1973-1980), Kenan EVREN (1980-1989), Turgut OZAL (1989-1993), Suleyman DEMIRE (1993-2000) et enfin Ahmet Necdet SEZER (ancien magistrat de Haute Cour). On peut donc se permettre de « remercier » l'« Empire américain » de cette situation et de cette crise économique et politique, ainsi que l'Union Européenne, les fantoches du régime, le FMI et la Banque Mondiale qui gèrent leurs intérêts.

Mais tout le monde n'est pas perdant dans cette affaire. Les holdings de certaines personnes, bien connues du « beau monde », comme celle de KOG, SABANCI et celle de ces « chers généraux » OYAK, ont vu leurs revenus augmenter, doubler ou plus encore. Alors que certains entraînent dans la liste des 500 personnes les plus riches au monde, le petit peuple voyait ses revenus descendre en dessous des 3000 dollars par habitant et par an. Par contre, le revenu de trois de ces personnes les plus riches égalaient celle de tous les pays africains réunis.

Donnons un exemple de secteur mis en crise. Le pays est composé de 45% d'agriculteurs. Ils produisaient des betteraves, cotons, tabacs, noisettes, thés, céréales, fruits et légumes et élevaient des animaux etc... L'autosuffisance était assurée et on exportait le superflu qui rapportait des devises. Les demandes du FMI de diminuer ou de supprimer les productions de telle ou telle récolte ne devaient pas suffire. Car il demandait aussi de supprimer les subventions « accordées » par l'Etat, ce qui annonçait la mort lente du secteur. Pourtant 80% des subventions accordées aux agriculteurs étaient données par les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Japon. Peut-on faire une comparaison entre celle accordée par l'Union Européenne qui était de 50 milliards de dollars, avec celle de la Turquie qui a été de 1,5 à 2 milliards de dollars ?

Toutes ces décisions, et bien d'autres encore, ont amené le pays au bord du gouffre, à côté de l'Argentine et d'autres pays qui sont dans la même situation. Dans le secteur agricole, tout ce que l'on exportait hier, on l'importe aujourd'hui. Les dépenses et la dépendance augmentent en même tant que la crise économique et politique. L'« Empire américain » est heureux d'avoir le « 51eme Etat » à sa botte, poings et mains liés. Il compte en avoir d'autres avec le « nouvel ordre mondial », la « guerre contre le terrorisme » et « l'axe du Mal ».

Vous avez dit « l'axe du Mal » ? 1.800.000.000 de personnes qui vivent dans la misère totale. 3 milliards qui n'ont pas d'eau potable et qui ne vivent pas mieux. 1/8ème des enfants âgés de 5 à 17 ans sont employés dans les secteurs créant des troubles physiques, mentaux et moraux. 30% des personnes qui travaillent dans les secteurs du cacao, du café, du thé, du coton et du caoutchouc sont des enfants. Au lieu d'aller à l'école, la plupart des enfants sont employés dans les usines pour moins d'1 dollar au Bangladesh, au Pakistan, en Inde et aux Philippines. Dans les fermes des Etats-Unis, il y a 126 000 enfants de 14 à 17 ans qui travaillent. Dans le secteur agricole moderne, 42,7% des personnes qui meurent dans les accidents sont des enfants. Dans le monde, il y a 246 millions d'enfants qui travaillent. Dans le monde encore, 1,8 million de filles et de garçons âgés de 5 à 15 ans rentrent chaque année dans le secteur de la prostitution. Il y a 1 million d'enfants qui sont vendus de différentes façons. Il y a 27 millions d' « esclaves », les « esclaves que vous connaissez. A la fin des années 1800, le prix d'un « esclave » était aux alentours de 1500 dollars. Mais dans le monde « moderne » et « civilisé » du 21ème siècle, le prix des « esclaves » est descendu à quelques centaines de dollars. Le profit est bien plus important que la vie dans le monde du capitalisme.

Aux Etats-Unis, il y a 40 millions de personnes qui vivent dans la misère. En France, ce chiffre atteint les 6 millions. Aux Etats-Unis, la durée de vie est de 78,5 ans, mais dans bien des pays elle atteint à peine 40 ans. Alors, je vous pose la question ! DE QUOI NOUS PARLE-T-ON ? L' « axe du Mal » ? Les « lois antiterroristes » ? Ils sont bien là non ? Ou alors je ne vois pas, je n'entends pas et je ne sais pas.

Si on revient à la Turquie, le 12 septembre 1980, à 4 heures du matin, alors que les chars se mettaient en marche, à la même heure était lu le premier communiqué du Conseil de la Sécurité d'Etat. Les généraux prenaient le pouvoir. Et le Président de la Confédération syndicale des Entrepreneurs (TISK) disait : « maintenant, c'est à notre tour de rigoler ». Comme si auparavant c'était le petit peuple qui rigolait. Evidemment, ils ont bien rigolé puisque 650 000 personnes ont été mises en garde à vue, plus de 30 000 personnes de gauche (intellectuelles) ont été licenciées, 300 personnes (ou bien plus encore) ont perdu la vie. 49 personnes ont été pendues. Je ne parle pas de la torture et du reste sur la population.

Si on prend les années suivantes de la junte, on s'aperçoit que la répression d'état s'est accrue. Pendant ces années, il y a eu 3 journalistes tués. Mais dans les années 90, le nombre dépassait déjà 30 et ceux incarcérés se comptaient par centaines, les meurtres non élucidés 10 000 et quelques milliers d'exécutions sommaires. Rajoutons à cela les enlèvements et les disparitions restés sans réponse. Entre les années 1995-2001, 1 740 070 personnes ont été mises en garde à vue. A cette répression il faut ajouter plus de 40 000 personnes qui ont perdu la vie dans la lutte depuis l'arrivée de la junte. Faut-il ajouter les 40 000 morts du tremblement de terre du 17 août 1999. Tout en sachant que ce pays est sismique à 92%, l'Etat a autorisé (par intérêt), continue à autoriser ou à soutenir, les constructions de châteaux de cartes qui s'écroulent à la moindre petite secousse. Faut-il ajouter les massacres (sans entrer dans les détails), qui se faisaient et se font toujours, de Maras, Gorum, Sivas, Gazi, Kucuk Armuth, dans les mines ou les usines. Le sang coule à flot dans l' « ignorance et l'indifférence » (ce qui est normal) des médias turcs et internationaux. Aujourd'hui, les Etats-Unis réclament encore plus, comme si c'était un jeu vidéo et qu'on n'abattait que des images.

Mais on ne meurt pas seulement en Turquie. En Afghanistan, on meurt aussi, à cause des « erreurs de bombardements ». Là au moins, les Etats-Unis ont proposé 50 dollars pour chaque perte ! Quelle « générosité » ! Dans ce monde, on meurt aussi de faim. Pas 3000 mais 24 000 personnes par jour, dont 18 000 sont âgées de moins de 5 ans. Au Congo Démocratique, au Rwanda, en Irak, on meurt aussi partout en Afrique, Amérique latine, Asie et devant nos portes, en Europe. Pour qui, quelles raisons ou pourquoi meurt-on ? Aimons-nous ou vénérons-nous la mort ? Sommes-nous des illuminés du « paradis » ? N'y a-t-il pas une solution pour pouvoir vivre décemment et comme des êtres humains ?

Pas seulement nous, mes chers camarades, mais tout le monde doit se poser ces questions. Je suis optimiste car la vie et l'avenir nous appartiennent. Aucune loi antiterroriste (qui terrorise) du capitalisme ne pourra changer cela, ici ou en Turquie.

Comme vous le savez toutes et tous, nous sommes à la veille du deuxième anniversaire du Jeûne jusqu'à la mort (JJM) en Turquie, commencé le 20-23-26 octobre 2000 par 816 prisonniers politiques du DHKP-C, du TKP-ML et du TKIP, contre les prisons du type F (cellulaires), avec comme revendications suivantes :

- 1- fermeture des prisons cellulaires du type F
- 2- suppression de la loi (et de ses faits et causes) antiterroriste 3713
- 3- suppression du protocole signé par les ministres de la Justice, de la Santé et de l'Intérieur qui restreint, entre autres, les libertés de mouvement et oblige les avocats de la défense à des fouilles inhumaines, en conséquence qui s'attaque aux droits de défense les plus élémentaires des prisonniers
- 4- fermeture des tribunaux de sûreté d'Etat
- 5- jugement des responsables de coups et blessures, de meurtres de nos camarades (à des dates différentes) dans les prisons de BUCA, UMRANIYE, DIYARBAKIR, ULUCANLAR, BURDUR...
- 6- libération de nos camarades qui n'ont pas pu récupérer après le jeûne de 1996 et qui ne sont pas soignés, des blessés (dans différentes attaques) et ceux atteints de maladies incurables
- 7- jugement des tortionnaires
- 8- arrêt de la répression contre la lutte des peuples pour la démocratie et la liberté
- 9- suppression des lois anti-démocratiques

A la date d'aujourd'hui, il y a 97 personnes qui ont perdu la vie. Pourquoi ? Avant de répondre à cette question, faisons un rappel des faits marquants dans les prisons turques, qui ne sont pas les seuls évidemment, avec souvent comme revendication de meilleures conditions de détention :

- 1982, prison de DIYARBAKIR. JJM du PKK, 4 morts
- 1984, prison de METRIS (Istanbul). JJM de DEVRIMCI-SOL (70 THKP-C=78 DEV-SOL=94 DHKP-C) et du TIKB, 4 morts dont 3 du DEV-SOL
- 1989, prison d'ESKISEHIR, pendant leur transfert, à cause de la torture, deux prisonniers politiques perdaient la vie
- 1995, prison de BUCA (Izmir), attaque des Brigades Spéciales (BS, composées bien souvent de membres de la police, de la gendarmerie, de surveillants, de fascistes civils, de protecteurs de villages ou para-militaire (escadrons de la mort)), 3 morts du DHKP-C
- 1996, dans plusieurs prisons. JJM de 2000 prisonniers politiques qui réclament, entre autres, la fermeture de la prison d'ESKISEHIR (cellulaire) qu'ils obtiennent, 12 morts, 5 du DHKP-C, dont la 1ère femme au monde à perdre la vie dans un JJM (AYGE IDIL ERKMEN, 26 ans, qui devaient être libérée dans les mois à venir)
- 1999, prison d'ULUCANLAR (Ankara), attaque des BS, 10 morts, dont 3 du DHKP-C, avec leurs représentants. Prison de DIYARBAKIR, attaque des BS, 11 morts du PKK (rappelons qu'après des années de lutte et des milliers de morts et de souffrance, ils ont cessé la lutte armée, soi-disant parce que la Turquie était « démocratique »)
- 2000, 19-22 décembre, prison de BAYRAMPASA (Istanbul), 12 morts, 1 du TKEP/I et 11 du DHKP-C, dont les 6 femmes du bloc C brûlées vives par les BS. Prison d'UMRANIYE (Istanbul), 5 du DHKP-C. Prison de CANAKKALE, 2 du DHKP-C et 2 du PKK-DCS (après les déclarations à son procès et la décision de mettre fin à la lutte armée, prise par Abdullah OCALAN et le PKK, une séparation s'est faite, créant le PKK-les combattants de la ligne révolutionnaire). Prison de BURSA, 1 du TKP(ML) et 1 du DHKP-C. Prison de CANKIRI, 2 du DHKP-C. Prison de CEYHAN, 1 du DHKP-C.

Dans cette attaque contre plus de 20 prisons, il y a eu des centaines de blessés par balle, brûlures, torture et autres, qui n'ont pas été soignés pendant et après le massacre, ainsi que 28 prisonniers politiques tués, ces mêmes prisonniers qui étaient cloués à leur lit à cause de JJM. Ils ont utilisé pour cela des hélicoptères, des pelleteuses, des bulldozers, des engins de pompier, des milliers de policiers, de gendarmes, de surveillants armés jusqu'aux dents. Pour compléter le tout, on a utilisé plus de 20 000 bombes, ce qui représentait bien plus que ce qu'ils avaient utilisé pour l'invasion de Chypre en 1974.

Les cameramen de la gendarmerie filmaient le massacre depuis le début. Les images de ces films ont tellement été atroces que les parlementaires qui les ont visionnées en privé ont déclaré à la presse que « les images ont été tellement atroces et horribles qu'on n'a pas pu la regarder jusqu'au bout ». Mais les commanditaires et les exécutants, eux, étaient très contents du résultat obtenu, car ils s'« attendaient à des pertes plus importantes », ajoutant : « maintenant nous espérons qu'ils ont compris, que l'Etat est fort et qu'on ne peut lutter contre lui ».

Alors pourquoi cette résistance ? Je pense que la réponse est entre les lignes que vous venez de lire. Mais rajoutons encore une fois que de telles horreurs ne sont pas arrivées par hasard. Il n'y a pas besoin d'être sorcier ou de sortir de l'ENA pour comprendre que c'est une démarche impérialiste des Etats-Unis et de l'Union Européenne. La Turquie est une base tellement importante pour eux qu'on ne pouvait pas se permettre d'avoir des résistants sur « son sol ».

Après le JJM de 1996 lancé contre l'ouverture de la prison cellulaire d'ESKISEHIR, qui s'est terminé par une victoire formidable, le CPT est entré en action. Dans un rapport tenu secret jusqu'en 2000 (dévoilé par la presse turque), il « conseillait » à la Turquie de construire des prisons cellulaires et d'enfermer là les révolutionnaires. Par la suite, le CPT a publié d'autres rapports de ce type, les 18 et 21 avril 2001, 21 et 24 mai 2001, 10 et 15 janvier 2001, 10 et 16 décembre 2000 (notez qu'une délégation du CPT composée de Sylvia Seola et de Taylor rencontrait les représentants des prisonniers politiques à BAYRAMPASA –Istanbul- les 10 et 15 décembre 2000, soit 4 jours avant le plus grand massacre jamais perpétré dans les prisons turques). Dans le dernier rapport publié en 2002, le CPT dit tout le bien qu'il pense des prisons de type F, en clair qu'on pouvait impunément continuer à tuer les prisonniers. L'Union Européenne, par la suite, a fait un geste de plus vers la Turquie et les Etats-Unis. Le 2 mai 2002, elle publiait une liste d'organisations « terroristes » dans laquelle elle rajoutait les noms du PKK (dissout à l'époque) et du DHKP-C. Le chef de la CIA dit à la presse américaine que le DHKP-C avait critiqué la guerre d'Afghanistan et qu'il dirigeait les grèves de la faim en Turquie. Pour ces raisons, le DHKP-C était une des organisations à éliminer. Avant de mettre en place les prisons de type F, on a testé la réaction des prisonniers face à une telle éventualité en faisant carrément 2 massacres en 1999. Bien sûr, personne n'a entendu une critique de la part des pays soi-disant défenseurs de « droite de l'Homme ». Avec ces massacres on voulait aussi voir si la résistance était unifiée. Oui, elle l'était, mais pas pour tout le monde. Alors qu'à certains la question de la reddition ou de la mort était posée, les prisonniers répondirent « la mort ». Et mourraient. D'autres, au début de cette attaque, disaient « biz yokuz komutanim », ce qui veut dire en clair « nous nous rendons mon commandant », sans aucune résistance, laissant les prisonniers politiques seuls face aux BS. Dans la même année, après le massacre de 11 de leurs camarades, ce comportement persistait encore.

TAYAD (association de soutien et de solidarité avec les familles des détenus et condamnés), voyant cette évolution, organise une campagne d'information et de mise en garde pour prévenir des conséquences d'une mise en place des prisons de type F. Pendant ce temps, les prisonniers politiques discutaient et faisaient des déclarations et des mises en garde. Voyant la construction des prisons de type F et l'attitude de l'Etat, les prisonniers politiques du DHKP-C prirent la décision de faire un JJM et de résister jusqu'au dernier. D'autres n'étaient pas partants car pour eux, le poids de la riposte à donner devait être supporté par

l'extérieur, pourtant immobile de ce côté aussi. Lorsque cessa le JJM (sauf le TKEP/L) au mois de mai, certains dirent qu'il existait des alternatives au JJM. Nous attendons toujours. Pourquoi avoir participé au JJM, alors que ceux du DHKP-C, du TKP(ML) et de TKIP étaient arrivés à la limite de la vie ? Et pourquoi l'avoir arrêté sans raison valable ou précise d'alternative ? En faisant en plus une déclaration qui sous entendait que le JJM était terminé avec votre arrêt du mouvement de résistance. Le mot autocritique semble inconnu pour cela. TAYAD pendant plus d'un an a multiplié les déclarations, rencontré les pouvoirs publics, organisé des meetings, des manifestations, des publications, deux forums (novembre 2000 et septembre 2002) avec des intellectuels, des avocats, des journalistes, des artistes, des écrivains, des médecins, des architectes (etc...), pour informer et proposer des solutions au règlement de ce problème. Mais rien n'y a fait. Le ministre de la Justice Hikmet SAMI TURK a refusé toute proposition de solution, comme il avait refusé la précédente « 3 portes, 3 clés », qui consistait à laisser ouverte la porte de 3 cellules pour que 9 prisonniers politiques puissent être ensemble dans la journée. Cette proposition avait été acceptée par les prisonniers politiques en jeûne qui considéraient cela comme un premier pas vers la suppression totale de l'isolement. Mais le ministre la refusa aussi parce qu'il voulait que les prisonniers politiques acceptent le traitement pour sortir de l'isolement. Ce traitement consiste à renier ses idées politiques et à accepter le repentir.

A cause du soutien total de l'impérialisme, il se permit même de déclarer publiquement que l'opération des 19-22 décembre, appelée « retour à la vie » (28 morts et des centaines de blessés), était préparée avec les BS de la gendarmerie depuis plus d'un an, sur des maquettes de chaque prison à attaquer. Alors qu'à partir du 9 décembre 2000, elle avait envoyé ses émissaires, soi-disant pour parlementer avec les représentants des prisonniers politiques, d'autres délégations de tous bords avaient tenté de leur côté de faire la médiation entre les résistants et le ministre de la justice. Ces délégations et TAYAD avaient même tenté de voir le Président de la « République » sans succès. Le ministre de la Justice qui avait déclaré que tant qu'un accord ne serait pas trouvé à ce problème, les prisons de type F ne s'ouvriraient pas. Mais, juste après ces déclarations, le massacre et le transfert de 2000 prisonniers politiques (en 2000, il y avait 10 000 prisonniers politiques dont près de 8000 étaient du PKK) se faisait vers les prisons de type F, alors qu'elles n'étaient pas encore terminées et qu'il n'y avait pas de chauffage. Toutes ces rencontres et discussions avaient amené le ministre (avant le massacre) à accepter éventuellement des cellules de 9, 12 ou 18 personnes ! Mais quand les prisonniers politiques ont demandé de mettre par écrit cet « accord », il refusa et les déclarations démagogiques fusèrent, disant que les prisonniers politiques ne faisaient aucun effort pour trouver une solution et qu'ils voulaient garder l'« hégémonie » sur les prisons. Bien sûr que cela était faux. Auparavant les prisonniers politiques avaient fait savoir qu'ils ne réclamaient pas les dortoirs, mais un nombre minimum de personnes (à définir) dans les cellules. On comprend très bien cette demande quand on sait que la torture est systématique en Turquie. Ils veulent se protéger. Même en étant dans un dortoir, ils se faisaient torturer ou bien tuer. Pensez à quelqu'un qui est seul dans ces conditions, comme maintenant ! C'est impensable. Même psychologiquement, c'est intenable. Au moindre petit bruit de clef, la peur d'être torturé, violé (oui, violé car certains après le massacre, pendant leurs heures de transfert vers les prisons du type F, ont été violés avec des matraques), ou d'être tué. Cela va vous amener à être parano, et après suicidaire, comme le premier suicidé dans ce cas, Volkan AGIRMAN, et d'autres qui sont partiellement touchés.

TAYAD a fait beaucoup de sacrifices pendant toute cette campagne. Ils se sont fait tabasser, torturer, mettre en garde à vue, emprisonner, mais sans pouvoir empêcher leur lutte de continuer. Même avec les descentes de police ou la fermeture et interdiction d'activités, ils continuent et continueront encore la lutte. En organisant des JJM le 14 novembre 2000, d'abord avec les familles puis avec les prisonniers libérés sous condition (pour cause de santé) qui rejoignaient et mourraient avec les résistants de TAYAD. Ces personnes étaient libérées pour essayer de briser la résistance. On a aussi essayé de la briser en séquestrant les prisonniers qui étaient arrivés à un état critique ou coma en les transférant dans les hôpitaux et en les transfusant n'importe comment. Les enfants du docteur Mengele ont tué et

handicapé beaucoup de prisonniers de cette manière et cette manière continue encore aujourd'hui. Ces méthodes étaient aussi utilisées pour que l'Etat se soustraie aux frais de soin, en les mettant sur le dos des familles. Dans cette action aux 97 morts, il faut rajouter 500 handicapés et la mauvaise santé des prisonniers politiques qui ont fait depuis le début, des grèves de la faim tournantes en soutien.

TAYAD a commencé ce jeûne d'abord dans la maison d'une intellectuelle à Istanbul, par la suite transporté dans une maison du quartier de KUCUK ARMUTLU, qui devint par la suite la maison de la résistance. Après les maisons de la résistance, les quartiers de la résistance, cela se propagea en devenant les villes de la résistance comme Istanbul, Ankara, Izmir, Trabzon, Mersin, Malatya, Bursa etc... L'action et les martyrs de TAYAD dans ces villes a brisé la censure d'une presse bourgeoise et de l'Etat, et ému les gens en Turquie et partout dans le monde. On faisait comprendre que ce n'était pas seulement le problème de prisonniers politiques contre l'isolement, mais que c'était un problème de droit démocratique, un droit à la résistance contre l'oppression et la répression de l'Etat fasciste turc, qui était en jeu. C'est pour cela qu'il envoya les BS contre le quartier de KUCUK ARMUTLU qui était devenu le symbole vivant de cette résistance, le 5 novembre 2001, en tuant 4 de ces résistants (pour protester contre ce massacre, à la même heure, des prisonniers se sont sacrifiés en s'immolant), puis une 2eme fois, le 13 novembre 2001 en torturant et en arrêtant tous les résistants. La police occupa et créa un commissariat dans la maison de la présidente (handicapée en fauteuil roulant) de la « plate-forme des peuples et des libertés » (HOP) et occupa en même temps le quartier. Comme Israël occupe la Palestine.

Les grèves de la faim en soutien, la torture, l'isolement, le JJM continuent.

Alors, mes chers camarades et amis, continuons la résistance pour l'abolition des lois antiterroristes et du capitalisme-impérialisme. Et surtout, soutenons les prisonniers politiques et la résistance contre l'Etat fasciste turc. Pour la protection et l'avenir de toutes et tous.

Nous sommes les peuples, nous avons raison et nous vaincrons.

Vive le Socialisme.

Salutations révolutionnaires.

CAKIR ERDOGAN

Prisonnier politique de DHKP-C

M.A. n°276184 – 1/137 – 42, rue de la Santé, 75674 Paris cedex 14.

Ps : ceci est un tout petit aperçu de la situation et les points de vue personnels de Cakir Erdogan.

La liste des personnes ayant perdu la vie dans l'action contre les prisons du type F :

- 31 août - Fatme Kose-Tokay - DHKP-C
 - 26 août - Gülnihal Yilmaz - DHKP-C
 - 22 août - Birsen Hosver - DHKP-C
 - 10 août - Fatma Bilgin - DHKP-C
 - 31 juillet - Semra Basyigit - DHKP-C
 - 23 mai - Okan Külekci - TIKB
 - 31 mars - Meryem Altun - DHKP-C
 - 20 mars : Tuncay Yildirim - MLKP
 - 16 mars : Dogan Tokmak - DHKP-C
 - 11 mars : Yeter Güzel - TKP(ML)
 - 9 mars 2002 : Yusuf Kutlu - DHKP-C
 - 8 janvier : Lale Colak - TIKB
 - 7 janvier : Zeynel Karatas - TKP(ML).
 - 2 janvier 2002 : Ali Camyar - TIKB
-
- 19 novembre : Tülay Korkmaz - DHKP-C
 - 12 novembre : Muharrem Cetinkaya - DHKP-C
 - 7 novembre : Haydar Bozkurt
 - 5 novembre : Arzu Güler - ex-prisonnier
 - 5 novembre : Sultan Yildiz - Tayad
 - 5 novembre : Bülent Durga - visiteur
 - 5 novembre : Baris Kas - visiteur
 - 25 octobre : Yunus Guzel
 - 18 octobre : Ali Ekber Baris - KP-IÖ
 - 3 octobre : Mustafa Coskun - TKP(ML)
 - 28 septembre : Ozlem Durakcan - Tayad
 - 28 septembre : Ayse Bastimur - DHKP-C
 - 27 septembre : Ali Riza Demir - DHKP-C
 - 27 septembre : Zeynep Arikan - DHKP-C
 - 20 septembre : Abdulbari Yusufoglu - Tayad
 - 18 septembre : Ibrahim Erler - DHKP-C
 - 14 septembre : Umus Sahingoz - DHKP-C
 - 10 septembre : Ugur Bülbül - DHKP-C
 - 8 septembre : Gulay Kavak - DHKP-C
 - 31 août : Hulya Simsek - Tayad
 - 14 août : Osman Osmanagaoglu - DHKP-C
 - 3 août : Muharrem Horoz - TKP-ML
 - 14 juillet : Sevgi Erdogan - DHKP-C
 - 8 juillet : Ali Koc - DHKP-C
 - 4 juillet : Gokhan Ozacak - DHKP-C
 - 29 juin : Zehra Kulaksiz - Tayad
 - 26 juin : Aysun Bozdogan - TKEP-L
 - 16 juin : Veli Günes - DHKP-C

- 27 mai : Ugur Türkmen - DHKP-C
- 07 mai : Cafer Tayyar Bektas - TKP(ML)
- 07 mai : Hüseyin Kayaci - MLKP
- 28 avril : Fatma Hülya Tungan - DHKP-C
- 25 avril : Sedat Karakurt - DHKP-C
- 25 avril : Erdogan Güler - Tayad
- 23 avril : Hatice Yürekli - TKIP
- 23 avril : Senay Hanoglu - Tayad
- 21 avril : Sibel Sürücü - TKEP/L
- 20 avril : Kazim Gulbag - DHKP-C
- 18 avril : Ender Canyildiz - TKP(ML)
- 16 avril : Sedat Gursel Akmaz - DHKP-C
- 15 avril : Canan Kulaksiz - Tayad
- 14 avril : Murat Coban - DHKP-C
- 13 avril : Erel Evsil - DHKP-C
- 12 avril : Abdullah Bozdog - DHKP-C
- 12 avril : Celal Alpay - TKP(ML)
- 12 avril : Tuncay Günel - TIKB
- 11 avril : Fatma Ersoy - DHKP-C
- 11 avril : Nergiz Gülmez - TKP(ML)
- 10 avril : Gösülman Dönmez - Tayad
- 7 avril : Adil Kaplan - TKP(ML)
- 7 avril : Bülent Coban - DHKP-C
- 21 mars : Cengiz Soydas - DHKP-C
- 3 janvier 2001 : Gültekin Koç - DHKP-C

CAFER DERELI (DHKP-C) est le premier martyr après le grand massacre. Il est poignardé par des fascistes turques alors qu'il est en grève de la faim aux Pays Bas .

Morts des suites de l'assaut policier en décembre 2000

- Ahmet Ibili - DHKP-C
- Ali Ates - DHKP-C
- Ali Ihsan Ozkan - TKP(ML)
- Alp Ata Akcagoz - DHKP-C
- Asur Korkmaz - DHKP-C
- Berrin Bickilar - DHKP-C
- Cengiz A. Koparan - DHKP-C
- Ercan Polat - DHKP-C
- Fahri Sari - PKK/ DCS
- Fidan Kalsen - DHKP-C
- Firat Tavuk - DHKP-C
- Gulser Tuzcu - DHKP-C
- Halil Onder - DHKP-C

- Hasan Gungormez - DHKP-C
- Ilker Babacan - DHKP-C
- Irfan Ortakci - DHKP-C
- Murat Ordekci - TKEP/L
- Murat Ozdemir - DHKP-C
- Mustafa Yilmaz - DHKP-C
- Nilufer Alcan - DHKP-C
- Ozlem Ercan - DHKP-C
- Riza Poyraz - DHKP-C
- Sefinur Tezgel - DHKP-C
- Seyhan Dogan - DHKP-C
- Sultan Sari - PKK / DCS
- Umut Gedik - DHKP-C
- Yasemin Canci - DHKP-C
- Y. Guder Ozturk - DHKP-C

Les noms des prisonniers politiques continuant le JJM :

1. BERKAN ABATAY, 4^{ème} équipe
2. ZELIHA ERTÜRK, 5^{ème} équipe (femme)
3. IMDAT BULUT, 5^{ème} équipe
4. MEHMET KARAMAN, 6^{ème} équipe
5. TANJU METE, 6^{ème} équipe
6. ÖZLEM TÜRK, 7^{ème} équipe (femme)
7. YAVUZ ATES, 8^{ème} équipe
8. NIHAT PALABIYIK, 8^{ème} équipe
9. MESUT AKBULUT, 8^{ème} équipe
10. ALI SAHIN, 8^{ème} équipe
11. SINAN AKBAYIR, 8^{ème} équipe
12. SENGÜL ARSLAN, 8^{ème} équipe (femme)
13. ERKAN KONCUK, 8^{ème} équipe
14. YUSUF ARACI, 8^{ème} équipe
15. FERIDE HARMAN à l'extérieur à Aksaray, Istanbul (femme)

Petit historique du DHKP-C

1970 THKP-C, parti-front de libération populaire de Turquie
secrétaire général tué en 1972 : MAHIR CAYAN

1978 DEVRIMCI-COL (DEV-SOL), gauche révolutionnaire
secrétaire général : DURSUN KARATAS

1994 DHKP-C, parti-front révolutionnaire de libération populaire
secrétaire général : DURSUN KARATAS

Le DHKP-C mène une lutte anti-impérialiste, anti-oligarchique pour le pouvoir de la démocratie populaire, puis du socialisme.